



Communiqué de presse

1

Baromètre Achats Responsables ObsAR 2024 : Les achats responsables sont ancrés dans les organisations, pour longtemps. De réels progrès sont observés sur le déploiement des méthodologies et outils achats responsables. Mais le manque de ressources des équipes, qui reste la première difficulté rencontrée par les équipes, pourrait ralentir les projets de décarbonation des chaînes d’approvisionnement.

Depuis 2010, l’ObsAR (Observatoire des Achats Responsables) évalue annuellement la maturité des organisations françaises, publiques et privées, en matière d’achats responsables à travers la publication de son baromètre. Pour cette 15ème édition, 3 partenaires ont souhaité accompagner cette étude de référence : Manutan, e-Attestations et Afnor.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre Achats Responsables 2024 de l’ObsAR ont été présentés mardi 4 juin lors d’un évènement en présentiel dans les locaux de Mazars à Paris, en présence de Pierre Pelouzet, Président de l’ObsAR et de l’ensemble du Conseil d’Administration, de Patrick Huser, Director of Customer Procurement Excellence chez Manutan International, de Sébastien Taupiac, Directeur de la Communication et des Relations Publiques chez e-Attestations, et de Bruno Frel, expert Achats Responsables à l’AFNOR.

Ce baromètre annuel repose sur un sondage effectué entre janvier et avril 2024. 403 organisations y ont répondu (80% du secteur privé et 20% issues du secteur public). 52% des répondants font partie de la fonction achats et 34% ont une fonction de direction (achats ou générale).

Le baromètre Achats Responsables apporte un éclairage sur la manière dont les organisations s’intéressent et mettent en œuvre les achats responsables, qu’elles soient publiques ou privées.

Des démarches quasi généralisées

93% des répondants ont mis en place une stratégie Achats Responsables. Selon Pierre Pelouzet, Président de l’ObsAR : « *La tendance observée année après année se renforce. Les projets de mise en œuvre des achats responsables se confirment d’une année sur l’autre. Les Grandes Entreprises ont été les chefs de file des démarches achats responsables, tout comme les grandes organisations publiques. Le mouvement s’étend aux moyennes et petites structures. Les Achats Responsables seront considérés incontournables pour les prochaines années (80% des répondants).* ».

Dans le privé, l’engagement dans les Achats Responsables est porté par l’adaptation au marché (36%) alors que le secteur public répond d’abord à une demande réglementaire (53%). La réduction des impacts notamment sur l’environnement est un moteur des démarches à la fois privées comme publiques, signe que la législation et les attentes du marché et de la société civile se rejoignent. C’est d’ailleurs un copilotage qui est observé : Directions Achats et RSE œuvrent au déploiement de la démarche. « *Il est cependant regrettable que les Directions métiers soient rarement intégrées ou impliquées dans la démarche, alors que leur rôle est crucial* », précise Fanny Bénard, vice-Présidente de l’ObsAR.

La charte reste l’outil le plus formalisé pour l’ensemble des répondants, avec une hausse des réponses (72%) devant la politique Achats Responsables (62%). Les SPASER se concrétisent pour la majorité des



collectivités, même lorsqu'elles n'étaient pas encore soumises et l'Etat y est désormais également soumis. Les engagements sont publics et chiffrés pour 35% des organisations.

Les référentiels qui portent la démarche sont issus à la fois du champ de la RSE (les plus nommés étant Ecovadis, Pacte mondial et les normes ISO) et des achats : « *La Charte Relations Fournisseurs et Achats responsables (RFAR) et le label RFAR sont les référentiels incontournables français. La norme ISO 20400 est de plus en plus connue et utilisée pour se préparer à ces référentiels spécialisés : « 84% des répondants engagés dans une labellisation « achats » la connaissent.* » se réjouit Annie Sorel, vice-Présidente de l'ObsAR.

2

Focus cartographie des risques ESG des achats : de réels progrès mais il reste beaucoup à faire...

En 2023, plus de la moitié des répondants n'ont pas déployé une cartographie des risques ESG appliqués aux achats. Ce chiffre est en baisse, ce qui est une bonne nouvelle, mais reste très insuffisant. 1/3 des organisations de plus de 1000 salariés répondantes n'ont pas de cartographie des risques, ni 16% des entreprises de plus de 5000 salariés répondantes, principalement des organisations publiques. Pour les plus petites organisations, c'est en général entre 40 et 45% d'organisations qui n'ont pas de cartographie. Or, la cartographie est la clé de voûte de la démarche Achats responsables. Comment partager ce message aux directions achats et embarquer les fournisseurs ? Christian Galichon, Directeur des Achats et du sourcing Responsable du groupe LVMH, Stéphane Beauvais Chef du Département Politiques Publiques de l'UGAP, Nancy Dunan, Responsable Pôle Contrôle interne - Direction Services, Logistique, Achats du Groupe ADP et Odile Collin, Responsable Organisation et Performance Durable de la PME Resistex ont présenté leurs pratiques et retours d'expérience lors d'une table ronde.

Le devoir de vigilance au plan européen devrait accélérer la pratique auprès des entreprises de 500 salariés et plus. Bruno Frel, Administrateur de l'ObsAR, précise qu'*"il faut trouver des solutions pour rendre cet exercice moins complexe et plus accessible"*.

Dans le cadre de leur gestion des risques, les organisations procèdent à l'évaluation et au suivi de leurs fournisseurs. En ce qui concerne l'évaluation des fournisseurs, en moyenne, 2 outils sont utilisés par les organisations pour évaluer leurs fournisseurs. Les GE utilisent des outils externes (questionnaires, audits) alors que les petites structures réalisent leur démarche d'évaluation via des outils internes déclaratifs.

Le processus achats intègre de plus en plus les achats responsables

Toute stratégie achats commence par fixer les objectifs, puis mener les actions et enfin mesurer les résultats.

30% des organisations n'adressent pas encore le sujet de la protection de l'environnement au sens large (biodiversité, pollutions). Les sujets d'économie circulaire et réduction des GES sont mieux utilisés.

Les sujets sociaux sociétaux (conditions de travail, droits de l'homme et santé sécurité) font l'objet de développements dans les stratégies achats, très certainement dus à la loi sur le devoir de vigilance.

En ce qui concerne le sourcing, les ¾ des répondants intègrent la RSE dans leurs stratégies de sourcing.

Ce qui conduit une large partie des organisations à intégrer les TPE/PME et les entreprises locales dans leurs panels fournisseurs. Les organisations publiques mettent en place nombre de mesures vers les TPE/PME. Outre l'allotissement largement répandu (84%), d'autres mesures se systématisent (sollicitation des entreprises, simplification des procédures...). Elles sont aussi plus volontaires pour intégrer toutes les organisations de l'ESS (STPA, insertion, ESUS, entreprises à mission...).

Alors que l'expression du besoin est l'élément essentiel d'une démarche Achats Responsables, seulement un quart des organisations challengent leurs besoins systématiquement en lien avec les enjeux RSE. Dans



le même temps, presque 90% des organisations incluent des exigences RSE dans leurs consultations, dont 40% de manière systématique. Tout un potentiel reste donc à exploiter !

Focus économie circulaire

L'économie circulaire poussée par un cadre législatif volontariste, loi AGEC, directive CSRD, imprègne de plus en plus les achats privés et publics. Le secteur de l'ameublement est révélateur de ces évolutions : émergence d'une filière du réemploi de la réutilisation, et d'une perception positive des acheteurs et des utilisateurs. Trois acteurs ayant ancré leur business model en économie circulaire (Tizu, représenté par son cofondateur Ludovic Pendaries, Haworth, représenté par Philippe Delorme, Directeur National Grands Projets & Négoce et Schmidt Groupe représenté par Patrice Célérier, Responsable Organisation et Performance Achats Groupe / Chef de projet éco-circularité) ont témoigné de l'évolution du marché au niveau Européen, des leviers multidimensionnels et du dynamisme du secteur pour offrir des espaces de travail et de vie profitable à toutes et tous tout en limitant l'utilisation des ressources.

3

Analyse des coûts

Tous les postes de coûts identifiés dans la méthodologie de calcul en coût du cycle de vie telle que décrite dans la norme ISO 20400 sont interrogés.

Le classement des coûts est sensiblement le même que lors du dernier baromètre. Les organisations publiques vont rarement au-delà du coût d'acquisition. Et pour les organisations privées, les coûts d'utilisation et les économies générées pour leur propre organisation sont les 2 postes de coût les plus utilisés après les coûts d'acquisition.

À noter que l'utilisation systématique des coûts de fin de vie régresse.

La notion de coût carbone a été isolée des autres coûts cette année. Les entreprises se sont emparées des enjeux liés à la décarbonation des achats en mesurant leur scope 3, et commencent à établir des stratégies de réduction d'empreinte carbone auprès de leur supply chain.

Délais de paiement

Suite aux améliorations constatées en 2022/2023, les délais de paiement ne progressent pas de manière significative globalement. Néanmoins, dans le détail, les grandes entreprises ont tendance à retarder leurs paiements, tout en restant dans les délais légaux. Le nombre d'entreprises sanctionnées par la DGCCRF augmente considérablement en 2023. Peut-être une incitation pour une amélioration en 2024 ?

Focus décarbonation

La décarbonation des achats, également connue sous le terme de décarbonation de la chaîne d'approvisionnement, vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par les activités d'approvisionnement et les achats d'une entreprise. Si les objectifs sont communs, les enjeux et modalités de mise en œuvre sont différents selon les secteurs d'activité et les tailles d'entreprise. C'est ce qu'ont illustré les 5 entreprises (Résistex représentée par Odile Collin, Responsable Organisation et Performance Durable, Dräger France représentée par son président Yves Le Gouguec, Groupe Pochet représenté par Nicolas Piffault, Directeur RSE, Groupe SNCF, représenté par Yann Mazloum, Directeur décarbonation et stratégie circulaire des Achats, et Schmidt groupe représenté par Christophe Christen, Responsable Méthodes Achat) venues témoigner sur le pilotage des plans de décarbonation des achats, sur les réalisations opérationnelles mais aussi les difficultés rencontrées. Toutes relèvent que le cadre d'une relation fournisseurs basée sur la confiance permet de mobiliser à court, moyen et long terme.



Le suivi de la démarche pêche encore un peu...

40% des organisations définissent les KPI en ne s'appuyant pas sur les référentiels existants. « Cela pose la question de la bonne compréhension des référentiels ou de leur pertinence dans le contexte des entreprises » selon Véronique Talon et Serge Le Hénaff, administrateurs de l'ObsAR. Le public utilise ses outils (PNAD et stratégie bas carbone). Le privé est ouvert à tous les référentiels.

4

Maturité et appréciation des actions engagées

On n'observe pas de grandes différences entre typologies d'organisations. PME, ETI, grandes entreprises, organisations publiques se jugent « relativement » matures. Seulement 20% des répondants se jugent très mature (>= 8). Nous suivrons avec attention l'évolution de cet indicateur dans la durée.

Le manque de temps et de ressources reste la première difficulté rencontrée par les organisations. Or, pour décarboner leurs achats, pour faire face aux enjeux réglementaires et climatiques, et répondre aux demandes croissantes des clients, les organisations achats doivent avoir les moyens de leurs actions. Ce point de vigilance, déjà souligné dans le passé, reste donc d'actualité !

La synthèse avec l'ensemble des résultats est accessible sur le site de l'ObsAR www.obsar.asso.fr.

Vous souhaitez adhérer à l'association ? Visitez notre page dédiée www.obsar.asso.fr/actualites/adhesion



L'**Observatoire des Achats Responsables (ObsAR)**, est une association créée en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. L'ObsAR a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en œuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement le Baromètre des Achats Responsables.

www.obsar.asso.fr

Contact presse :

Nathalie Paillon

Directrice des études et des opérations

nathalie.paillon@obsar.asso.fr

Partenaires du Baromètre Achats Responsables 2024 :

Manutan

À propos du groupe Manutan Groupe familial français, Manutan acteur majeur européen BtoB et partenaire des entreprises, collectivités et artisans depuis près de 60 ans, est spécialisé dans la distribution d'équipement et fournitures. Son modèle hybride qui allie les forces du digital (plateformes e-commerce) à une ambition humaine (forces de vente) permet à Manutan



d'accompagner ses clients vers une performance plus durable et éthique, tout en mettant en place une stratégie d'optimisation de leurs achats.

Avec 27 filiales implantées dans 17 pays d'Europe, le Groupe compte plus de 2 200 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 946 millions d'euros en 2022/23. Manutan France a obtenu la labellisation Best Workplaces 2023 et 12 autres filiales du Groupe sont certifiées Great Place to Work.

Contact presse :

Patrick Huser

Director of Customer Procurement Excellence

patrick.huser@manutan.fr

5

e-Attestations

Créée en 2008, e-Attestations est une entreprise française qui édite des logiciels de gouvernance, de gestion des risques et d'évaluation continue de la conformité des tiers de ses clients donneurs d'ordres. Cette activité est également connue sous l'acronyme de 3rd PARTY GRC ou TPRM.

e-Attestations permet de collecter, contrôler, indexer, relancer, mettre à jour et archiver les informations et documents concernant les entreprises selon leur activité, leur taille et leur environnement juridique. Elle permet ainsi aux donneurs d'ordres l'évaluation automatique de leurs tiers dans le cadre de leurs différentes obligations.

Fort de son expérience dans les différents domaines de la conformité, e-Attestations allie innovation technologique, sécurité de l'information et expertise approfondie pour accompagner au quotidien ses clients donneurs d'ordres dans l'ensemble des secteurs d'activité, aussi bien publics que privés.

www.e-attestations.com

Contact presse :

Sébastien TAUPIAC

Directeur communication et relations publiques

s.taupiac@e-attestations.com

Afnor

L'association AFNOR et ses filiales constituent un groupe international au service de l'intérêt général et du développement durable. Le groupe de 1270 collaborateurs, 37 implantations dans le monde et 68000 clients, conçoit des solutions fondées sur les normes volontaires, sources de progrès et de confiance depuis 1926. Sa vocation est d'accompagner les organisations et les personnes pour diffuser cette confiance. Un accompagnement qui s'effectue au travers de 4 domaines de compétences :

AFNOR Normalisation accompagne et guide les professionnels pour élaborer les normes volontaires nationales et internationales.

Distributeur officiel des normes volontaires en France, AFNOR Editions propose des solutions de veille et d'information professionnelle et technique, à l'ergonomie soignée pour une utilisation facile en ligne.

AFNOR Compétences propose une gamme complète de solutions de formation, coaching et conseil à toutes les organisations et personnes souhaitant garantir, valoriser et certifier une montée en compétences reconnue sur le marché.

AFNOR Certification réalise des prestations de services et d'ingénierie en certification et évaluation de produits, systèmes, services et compétences, délivrées sous des marques telles que AFAQ, NF, ou écolabel européen.

Contact presse :

Bruno Frel

Expert Achats Responsables

bruno.frel@afnor.org